

## La RDC commémore le 10<sup>e</sup> anniversaire de l'assassinat de Laurent-Désiré Kabila

RTBF, 14.01.11 Il y a dix ans, Laurent-Désiré Kabila était assassiné. La République démocratique du Congo (RDC) va commémorer dimanche, avec plus de fastes qu'à l'accoutumée, le dixième anniversaire de l'assassinat de son premier chef d'Etat, Laurent-Désiré Kabila. Le 16 janvier 2001, soit moins de quatre ans après son arrivée au pouvoir, le fondateur de la République démocratique du Congo (qui succède au Zaïre de Mobutu), Laurent-Désiré Kabila, était abattu à l'âge de 62 ans.

Si de nombreuses zones d'ombres planent encore sur les conditions de cet assassinat, sur les commanditaires et sur les auteurs, la version officielle veut que le "Mzee" (le "vieux" en mwahili) ait été abattu par l'un de ses gardes du corps le 16 janvier 2001. Cet assassinat était survenu à un jour près quarante ans après celui du premier "héros de l'indépendance" congolaise, Patrice Emery Lumumba, l'opposant premier Premier ministre du Congo. Patrice Lumumba avait été assassiné le 17 janvier 1961 au Katanga (sud-est) dans des circonstances elles aussi restées obscures à plus d'un titre. Plusieurs auteurs et chercheurs font état de responsabilités belges dans cet assassinat politique et une Commission d'enquête parlementaire a conclu en novembre 2001 à la "responsabilité morale" de la Belgique dans ce dossier. Arrivé au pouvoir porté par le Rwanda et l'Ouganda mais revenons-en à Laurent-Désiré Kabila. Natif de la province du Katanga, il était le père du président actuel, Joseph Kabila, qui lui a succédé "temporairement" au lendemain de sa mort. Joseph Kabila n'allait plus quitter le pouvoir depuis lors, devenant en 2006, le premier président démocratiquement élu au suffrage universel de l'histoire du pays (en 1960, le président Kasa-Vubu avait été élu démocratiquement mais par le Parlement). Le père de Joseph Kabila était un ancien rebelle marxiste. Il avait rejoint ses premiers maquis dès le début des années 60, peu après l'indépendance de l'ex-Congo belge, recevant même la visite du guerrillero Ernesto Che Guevara qui ne sera de loin pas convaincu par le potentiel révolutionnaire de ses interlocuteurs congolais. En renversant le dictateur Mobutu Sese Seko et en prenant le pouvoir en mai 1997, Laurent-Désiré Kabila avait mis un terme à une dictature sans partage qui étouffait le pays depuis plus de trente ans. Pour y parvenir, "LDK" (ce sont ses initiales) avait été hissé à la tête de l'Alliance des Forces démocratiques de Libération du Congo (AFDL), une rébellion largement dirigée par le Rwanda et l'Ouganda. L'Alliance va traverser, au prix de sept mois de combats, l'immense Zaïre pour "libérer Kinshasa", la capitale, pratiquement sans aucun coup de feu et sous les vivats de la population massée le long des grands axes, le 17 mai. La rupture avec ses alliés de l'AFDL la fin des 32 ans de régime autocratique et de présidence du "vieux Léopard" est formellement scellée le 29 mai au stade des Martyrs de Kinshasa lorsque Laurent-Désiré Kabila se proclame chef de l'Etat et rebaptise le pays République démocratique du Congo. Un décret-loi du président autoproclamé dissout le Parlement de transition - issu de la Conférence nationale souveraine (CNS) de 1991-1992. Le nouveau président s'octroie le pouvoir de légiférer en attendant la promulgation d'une nouvelle Constitution, qui ne viendra jamais de son vivant. Cette arrivée au pouvoir marque également le début de la fin de la lune de miel avec ses alliés Rwandais et Ougandais. Le nouveau président congolais, soucieux de ménager un sentiment nationaliste exacerbé par la présence de soldats étrangers qui mettent en coupe réglée l'est du pays, qualifie rapidement l'AFDL de "conglomérat d'opportunistes et d'aventuriers assoiffés de pouvoir et portés au pillage", et renvoie chez eux tous les "libérateurs" étrangers. Il se brouille ainsi avec ses principaux soutiens, les présidents rwandais Paul Kagame et ougandais Yoweri Museveni. Et le 2 août 1998, une nouvelle rébellion éclate contre le régime de Kabila à l'initiative d'ex-militaires et de combattants Tutsis congolais, soutenus par le Rwanda, dans les Kivu (est) et à Kinshasa, où ils sont défaits par les forces loyalistes. Le conflit dégénère rapidement en une guerre régionale, impliquant de multiples groupes armés et jusqu'à sept pays africains (Zimbabwe, Namibie, Angola et Tchad, alliés du gouvernement de Kinshasa, contre le Rwanda, l'Ouganda et le Burundi soutenant les différents mouvements rebelles). Un assassinat et de nombreux points d'interrogation. C'est dans ce contexte de guerre de positions, dans une situation économique difficile, que le "Mzee" est assassiné le 16 janvier 2001 au Palais de Marbre de Kinshasa de trois coups de feu tirés par un de ses jeunes gardes du corps, Rashidi Muzele, lui-même abattu dans les minutes qui suivent par le chef d'état-major particulier et aide de camp du chef de l'Etat, le colonel Eddy Kapend. C'est du moins la version officielle. Dans la panique, les autorités tentent de cacher la mort du président, dont le corps est transporté au Zimbabwe où il décède officiellement, alors qu'à Bruxelles, le ministre belge des Affaires étrangères, Louis Michel, confirme l'information dans la soirée, ajoutant à la confusion qui règne. De nombreuses hypothèses ont circulé sur les mobiles de cet assassinat, mais aucune n'a jamais reçu ce jour de début de confirmation, malgré la tenue d'un procès peu convaincant qui a condamné, en janvier 2003, trente personnes à mort - principalement des militaires, comme le colonel Eddy Kapend lui-même -, dont dix par contumace. Les condamnés n'ont toutefois jamais été exécutés en raison d'un moratoire sur la peine de mort décrété par la RDC de Joseph Kabila. Ils n'ont cependant pas été graciés. La plupart d'entre eux sont toujours emprisonnés au Centre pénitentier et de rééducation de Kinshasa (CPRK, ex-prison de Makala) dans des conditions précaires. Les 16 et 17 janvier sont des journées fériées. Dimanche des commémorations sont prévues à Kinshasa au mausolée érigé en mémoire de "Mzee" devant le palais de la Nation à l'endroit où s'élevait pendant la période coloniale une statue équestre du roi des Belges Léopold II. Julien Vlassenbroek avec un Belga La RTBF diffusera mercredi 19 janvier sur La Une le reportage : "Meurtre à Kinshasa. Qui a tué Laurent-Désiré Kabila ?"